

Bilan d'étape : Où en est la bataille pour l'unité antilibérale à l'élection présidentielle ?

samedi 10 mars 2007, par [AGUIRRE Léonce](#), [PICQUET Christian](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mars 2007).

Où en est la bataille pour l'unité antilibérale à l'élection présidentielle ? Incontestablement, la proposition de candidature de José Bové, formulée par la rencontre des collectifs unitaires, les 20 et 21 janvier à Montreuil, a bénéficié d'une certaine dynamique militante. Elle a amené de nouveaux secteurs associatifs à s'engager. Cela atteste d'une disponibilité confirmée de milliers de militants à la construction d'une alternative au libéralisme et au social-libéralisme.

Dans le même temps, force est de relever que la proposition des collectifs s'est heurtée à une fin de non-recevoir à la LCR et au PCF. La précampagne lancée autour de la candidature de José Bové s'est progressivement affirmée comme une troisième candidature dans l'espace antilibéral, au détriment de la bataille pour une candidature « trait d'union » entre les diverses composantes du « non » de gauche.

Au-delà de déclarations d'intention justes, le « profil » des interventions de José Bové a accusé des limites évidentes : trop faible mise en valeur des 125 propositions programmatiques et de leur logique d'ensemble ; accent trop peu mis sur les questions sociales ; déclarations confuses sur les rapports à entretenir avec le Parti socialiste ; propos semblant justifier la concurrence entre les candidatures antilibérales dans la recherche des parrainages d'élus...

Il faut maintenant constater que le jeu ne se rouvrira pas à gauche du PS d'ici le 22 avril et que la candidature de José Bové (si ce dernier décide d'aller jusqu'au bout) sera une candidature de plus, sans possibilité d'ouvrir une dynamique électorale.

On peut évidemment comprendre que des militants, engagés dans les comités Bové, ne veuillent pas s'incliner devant les logiques de division et qu'ils envisagent d'aller à tout prix jusqu'au bout. C'est un choix légitime, mais ce n'est pas le nôtre, car la candidature Bové ne peut être aujourd'hui celle du rassemblement antilibéral, elle ne peut être celle des collectifs, elle ne peut être que celle d'une troisième composante du « non » de gauche au traité constitutionnel.

Il est, à cet égard, regrettable que les collectifs n'aient pu en débattre comme il était prévu, avant l'ouverture de la campagne officielle, la rencontre nationale décidée à Montreuil ayant été reportée aux 17 et 18 mars. Cela revient à priver les collectifs des moyens d'influer sur les choix qui seront par la suite opérés et cela constitue, pour cette raison, une rupture du consensus dans le mouvement.

Un débat est ouvert sur les perspectives. La question est plus que jamais posée, non d'un regroupement supplémentaire, mais d'une force rassemblée, apte à fédérer des dizaines de milliers de militants communistes, socialistes, écologistes, d'extrême gauche, syndicalistes, associatifs, féministes, altermondialistes...

Quelles que soient les options de chacun pour les semaines qui viennent, les apports de toutes et tous seront à cet égard essentiels. Cet horizon se prépare dès aujourd'hui, en relevant le défi des échéances politiques qui suivront cette présidentielle - à commencer par les législatives, où il faut s'employer à éviter que ne se reproduise l'éparpillement de la gauche antilibérale dans chaque circonscription -, autant que des luttes qui viennent bousculer le train-train de la compétition électorale.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2196 du 8 mars 2007 sous forme de tribune de la plateforme B, minoritaire, consituée lors de la dernière conférence nationale de la LCR.